



UNIVERSITE DE REIMS

CHAMPAGNE-ARDENNE

FACULTE DE MEDECINE DE REIMS

51, rue Cognacq-Jay - 51095 REIMS Cedex

☎ : 03.26.91.82.14 – @ : secretariat-Doyen-medecine@univ-reims.fr

PROCES-VERBAL du CONSEIL DE GESTION

du jeudi 22 septembre 2022

ETAIENT PRESENTS :

Collège Enseignants :

BN. PHAM, A. DENOYER, S. BOURELLE, S. BARRAUD, R. GARNOTEL,

Collège Praticiens :

A. CARSIN-VU,

Collège Étudiants :

E. MACE, S. HMISSI, G. DHYEVRE (représenté par S. OSSONA), M. MARTIN, M. GABAUT (représenté par A. GIS).

Collège BIATSS :

V. BRULE-PINTAUX, S. LE JAN

Personnalités extérieures :

L. MICAELLI-FLENDER (représentée par T. BERTRAND), Mme P. DURIN (représentée par M. DEPAQUY)

Pouvoirs :

M. LABROUSSE, G. CADIOT, C. FRANCOIS, D. MORLAND, V. VERNET-GARNIER, V. BRULE-PINTAUX, M. ZANARDI-BRAILLON, C. CRETIN, H. QUINART

Excusés :

N. BEDNAREK, M. VAILLANT, G. DUPRE,

Invités à la réunion :

J GENTILS, E. SAULOU, C. MINET, A. HURTAUD, O. BAJOLET, C. DE CHAMPS, G. PENVEN

ORDRE DU JOUR

- I. Approbation du P.V. du Conseil de Gestion du **jeudi 07 juillet 2022.**
- II. Modification relative à l'UE neurosciences cliniques du master biologie en santé.
- III. Commission Ethique et Déontologie – demande de cumul d'activités accessoires – Mme Gwendolyn PENVEN et Dr Odile BAJOLET.
- IV. Présentation du DIU « Ethique en Santé » – Mme Gwendolyn PENVEN et Pr Christophe DE CHAMPS.
- V. Engagement étudiant au sein des établissements médico-sociaux – MM Christian MINET et Éric SAULOU.
- VI. Règlements intérieurs (R2C et DFGSM2).
- VII. Révision des Effectifs Hospitalo-Universitaires (REHU) 2023.
- VIII. Questions diverses.

Le quorum étant atteint la séance débute à 18h00

I – Approbation du P.V. du Conseil de Gestion du jeudi 07 juillet 2022.

Madame le Doyen soumet au vote le procès-verbal du conseil de gestion du 07 juillet dernier. Celui-ci est adopté à l'unanimité.

II – Modification relative à l'UE neurosciences cliniques du master biologie en santé.

L'UE Neurosciences cliniques du master biologie en santé était initialement programmée et votée en CFVU pour être enseignée au 1er semestre de l'année 2021-2022. Cependant et suite à des difficultés d'organisation, celle-ci a dû être dispensée au second semestre de l'année 2021-2022. Cette organisation a engendré un déséquilibre entre le nombre d'étudiants inscrits au premier semestre et le nombre d'étudiants inscrits au second semestre. Il s'agit donc de dispenser à nouveau ladite UE au premier semestre de l'année universitaire 2022-2023, comme initialement prévu.

III – Commission Ethique et Déontologie – demande de cumul d'activités accessoire – Mme Gwendolyn PENVEN et Dr Odile BAJOLET ».

Cf présentation en annexe.

Madame le Doyen donne la parole à Mme Gwendolyn Penven et au Dr Odile Bajolet.

Tout d'abord une présentation de la Commission éthique et déontologie (CED) est réalisée.

La Commission éthique et déontologie (CED) est renouvelée depuis septembre 2021. Elle est composée de 8 membres. Ses missions sont d'étudier les modalités d'application de la Charte éthique et déontologie des UFR de médecine et d'odontologie, signée par l'UFR de médecine de l'URCA en 2017 (retard pris à cause de la crise sanitaire). Il est également question d'aborder tous travaux liés à l'éthique et à la déontologie à la demande de Mme le Doyen et du Conseil de gestion.

Les travaux de la CED ont débuté en décembre 2021. Les premiers axes de travail sont les suivants :

- Réalisation d'un guide relatif au cumul d'activités accessoires ;
- La déclaration des liens d'intérêts lors des enseignements ;
- Le recensement des enseignements en éthique et déontologie.

C'est dans ce cadre qu'est présenté le projet de guide destiné à la communauté des personnels hospitalo-universitaires, et soumis ce jour au Conseil de Gestion avant diffusion. Certains points restent à être précisés, tels que :

- Le circuit de déclaration et de validation de la demande de cumul d'activités accessoires ;
- La création d'un nouveau document de demande d'autorisation de cumul d'activités accessoires ;
- L'harmonisation du circuit avec le CHU et potentielle informatisation de la demande *via* un logiciel commun ;
- La création d'une commission dédiée, afin d'examiner les demandes (cette commission doit-elle être mixte ?).

Pour rappel, les professeurs des universités-praticiens hospitaliers et les maîtres de conférences des universités-praticiens hospitaliers sont souvent conduits, en raison de leurs compétences professionnelles, à exercer des activités distinctes supplémentaires de leurs missions universitaires ou hospitalières, qu'il s'agisse par exemple d'expertises à la demande de structures publiques ou privées. Ces activités distinctes, dites « accessoires » car s'ajoutant aux autres missions des professeurs des universités-praticiens hospitaliers et des maîtres de conférences des universités-praticiens hospitaliers, sont strictement encadrées relativement aux conditions de leur exercice mais aussi à la perception des rémunérations qu'elles sont susceptibles de générer. Elles ne doivent pas porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service. Elles sont soumises à une demande d'autorisation remplie par le praticien et signée par le Doyen de l'UFR et la Direction de l'hôpital voire, dans certaines situations, le Conseil de l'ordre des médecins (cf. paragraphe 3 dudit guide). Un même agent peut être autorisé à exercer plusieurs activités accessoires. Dans le respect des mêmes obligations déontologiques, l'exercice d'une activité bénévole au profit de personnes publiques ou privées, sans but lucratif, est libre.

Madame le Doyen remercie la commission pour le travail réalisé et rappelle que cette demande émane de la conférence des doyens. En effet, tous les doyens mesurent l'importance de la mise en place de ce document qui permet de valoriser l'expertise et les compétences des praticiens.

Concernant la mise en place d'une commission d'évaluation mixte CHU/UFR ayant pour but d'évaluer les demandes de cumul d'activités accessoires, cela n'est pas souhaité par la Directrice Générale du CHU pour le moment. Aussi, les membres qui composeront cette commission d'évaluation devront être très réactifs au vu du délai imparti pour l'étude des demandes de cumul d'activités accessoires (1 mois).

Madame le Doyen propose à la commission éthique et déontologie de diffuser le guide à l'ensemble des membres du conseil afin de recueillir les avis et suggestions de tous. Puis, un appel à candidature pour la commission d'évaluation des demandes de cumul d'activités accessoires pourra être lancé. En parallèle, Mme le Doyen se rapprochera du service informatique pour proposer un système numérique permettant un circuit des signatures rapide.

Par ailleurs, Madame Bajolet indique aux membres du conseil qu'une enquête visant à recenser le nombre d'enseignants précisant leur lien d'intérêt lors des enseignements est en cours auprès des étudiants.

Madame le Doyen préconise aux étudiants de poser la question de l'existence de liens d'intérêt avec sujet traité ou non au début de chaque enseignement aux enseignants également.

IV – Présentation du DIU « Ethique en Santé » – Mme Gwendolyn PENVEN et Pr Christophe DE CHAMPS.

Cf présentation en annexe.

Madame Gendolyn Penven et le Pr De Champs présentent le DIU « Ethique en Santé ».

Ce DIU sera partagé entre les 3 UFR de médecine de Reims, Nancy et Strasbourg. Il sera composé d'enseignements en e-learning, de séminaires et d'un travail de mémoire. Les thèmes abordés seront les suivants :

- Bases théoriques et philosophiques de l'éthique,
- De ma conscience à la réflexion éthique,
- Ethique génétique manipulation du vivant,
- Ethique pratique (réflexion, délibération, décision),
- Ethique et prise en charge institutionnelle,
- Tension éthique et démarche réflexive en situation complexe (maladie grave, vulnérabilité, précarité),
- La réflexion éthique aujourd'hui pour demain : la question de l'Anthropotechnie en santé.

Le volume horaire du DIU sera le suivant :

- 40h en e-learning,
- 70h en séminaires (ils seront organisés 2 jours par mois. 2 à Reims, 1 à Nancy et 2 à Strasbourg),
- 40h de travail de mémoire.

L'évaluation se fera via des contrôles continus relatifs aux e-learning, l'assiduité aux séminaires ainsi que la rédaction et la soutenance d'un mémoire.

Madame le Doyen remercie le Pr De Champs et Mme Penven pour cette présentation et précise que ce DIU sera proposé à partir de janvier 2023. Elle soumet l'ouverture dudit DIU au vote. Celle-ci est adoptée à l'unanimité.

V – Engagement étudiant au sein des établissements médico-sociaux – MM Christian MINET et Éric SAULOUP.

Madame le Doyen donne la parole à Monsieur Christian Minet, Président de l'association d'Aide aux Infirmités Motrices Cérébrales (IMC) du Nord et de l'Est et à Monsieur Eric Sauloup – Directeur Général de cette même association.

Monsieur Minet rappelle à quel point l'accès aux soins pour les personnes en situation de handicap est difficile. Les médecins ne sont pas toujours à l'aise avec ces malades et beaucoup renoncent aux soins auxquels ils ont le droit pour ces raisons qui s'ajoutent parfois au manque d'accessibilité des espaces de soin. L'idée ici, en inscrivant le bénévolat des étudiants au sein des établissements médico-sociaux dans le cadre du parcours de l'étudiant de la réforme du 2^{ème} cycle et plus précisément à travers l'UE engagement associatif, est donc de familiariser les médecins de demain à ce public et aussi, d'apporter aux malades des bénévoles qualifiés supplémentaires pour les accompagner et partager du temps avec et auprès d'eux. Aussi et à travers leurs actions de bénévolat, ils seront confrontés au regard que la société porte sur le handicap.

L'association travaille déjà avec l'UFR de médecine en accueillant les étudiants de DFGSM2 lors du stage de sensibilisation au handicap aux étudiants de DFGSM2. Aussi, si certains étudiants le souhaitent, ils peuvent travailler au sein de ces structures en qualité d'aide-soignants pendant les congés d'été à partir du DFGSM3 ou s'engager auprès de l'association en tant que bénévoles.

La proposition de l'association est la suivante : il s'agirait d'accompagner les malades lors des sorties manquant d'accompagnateurs, de réaliser des activités/animation d'ateliers en lien avec les passions/appétences des étudiants en direction des résidents (lectures, musique, peinture, autres),

d'apporter une aide aux soins quotidiens des résidents et de participer aux actions de prévention et d'information en direction des aidants et aidés, etc...

Monsieur Sauloup précise que les actions de bénévoles seront répertoriées grâce à des fiches signalétiques que chaque établissement concerné complètera en fonction de ses besoins. Une dizaine d'établissements a répondu favorablement à ce dispositif et proposera entre 35h et 50h de bénévoles aux étudiants intéressés. L'association sera bien sûr en mesure d'étoffer cette proposition de lieux d'accueil.

Monsieur Minet conclut cette présentation par la lecture d'une lettre d'une étudiante de 3^{ème} année ayant réalisé son stage dans l'un des établissements médico-sociaux adhérents à l'association.

Madame le Doyen remercie Messieurs Minet et Sauloup pour cette présentation et rappelle que les établissements médico-sociaux manquent de médecins. A ce jour, 20% des personnes en situation de handicap ne bénéficient pas de soins médicaux, cette inégalité est inacceptable.

Emmanuelle Macé informe les membres du conseil que beaucoup d'étudiants sont intéressés par l'expérience d'un stage ou de bénévolat au sein des structures accueillant des personnes en situation de handicap.

Ce bénévolat s'inscrira donc dans le parcours des étudiants dans le cadre de la réforme du 2^{ème} cycle et apportera 40 points pour 50 heures réalisées de bénévolat. Il sera proposé aux étudiants à partir de la 2^{ème} année (DFGSM2).

Madame Hmissi demande quel est le nombre d'étudiants pouvant bénéficier de ce dispositif.

Monsieur Minet répond que les structures engagées peuvent accueillir entre 20 et 30 étudiants dans un premier temps mais que le dispositif vise à s'étendre auprès d'autres structures.

Madame le Doyen précise qu'il est important d'avoir un retour des structures, des aidants et des personnes en situation de handicap afin de porter ce projet de façon pérenne et de le réaliser de la manière la plus juste qu'il soit.

Enfin, Madame le Doyen soumet l'inscription du bénévolat au sein des établissements médico-sociaux au règlement intérieur relatif à la réforme du 2^{ème} cycle (point de parcours), au vote. Celle-ci est approuvée à l'unanimité.

VI – Règlements intérieurs (R2C et DFGSM2).

Madame le Doyen présente les modifications souhaitées des règlements intérieurs, suivantes :

- R2C : En plus de l'inscription du bénévolat au sein des établissements médico-sociaux au règlement intérieur relatif à la réforme du 2^{ème} cycle (point de parcours) qui vient d'être voté, Madame le Doyen informe les membres du conseil que les présidents du tutorat (Mme Guillemain et M. Mendez) souhaitent voir apparaître dans ce même règlement intérieur le tutorat au niveau de l'engagement pédagogique et non associatif comme tel est le cas actuellement. Cela n'aura aucun impact sur les modalités des points de parcours. Il s'agit principalement d'une question de cohérence.

- DFGSM2 : modification de 2 responsables d'UE et des modalités de choix du stage infirmier.

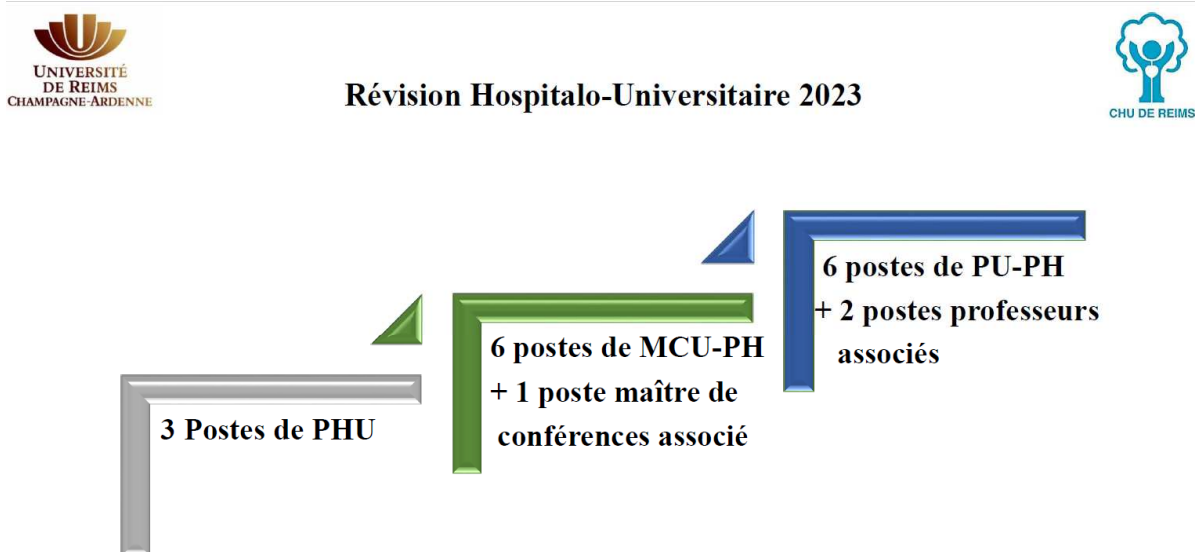
Lesdites demandes sont soumises au vote par Madame le Doyen. Elles sont approuvées à l'unanimité.

VII – Révision des Effectifs Hospitalo-Universitaires (REHU) 2023.

Cf présentation en annexe.

Madame le Doyen présente la Révision des Effectifs Hospitalo-Universitaires 2023 proposée aux ministères pour un arbitrage en fin d'année 2022. Les candidats retenus après un passage devant leur CNU respectif prendront leur poste en septembre 2023

Ci-dessous la demande réalisée auprès des ministères :



+ Demande de création du 1^{er} poste en sciences infirmières (maître de conférences)

Madame le Doyen soumet cette proposition au vote. Celle-ci est approuvée à l'unanimité.

VIII - Questions diverses

Madame le Doyen informe les membres du conseil qu'une réunion présentant le plan sobriété énergétique a eu lieu entre la présidence et les directrices/directeurs de composantes. Chaque composante doit réfléchir à un plan de sobriété énergétique à mettre en place au sein de son UFR. Des propositions concrètes devront être proposées sous une quinzaine de jours. Ce plan a pour but de réduire la consommation énergétique de l'URCA de 20 à 30% d'ici 2030. Madame le Doyen en appelle à la responsabilité collective, notamment à travers des gestes simples tels que la fermeture des lumières systématiquement derrière soi, des ordinateurs, vidéoprojecteurs, tous les appareils électriques non utilisés, etc. Une communication dans ce sens a été faite auprès des services de ménage et des vigiles. Il a été également demandé que la température des bâtiments n'excède pas 19 degrés Celsius. Il faut espérer que les travaux réalisés au sein de l'UFR de médecine permettront d'éviter une déperdition énergétique. Lors de cette réunion, le Président de l'URCA a également annoncé que certaines activités de recherche devront être arrêtées et que 2 jours de fermetures sont envisagés (31/10/22 et 19/05/23).

Par ailleurs, le budget de l'UFR et plus largement de l'URCA est impacté par cette hausse des prix liée à l'énergie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20H00.